

Communiqué de Patrick Karam, ancien délégué interministériel à l'outre-Mer et ancien président du conseil représentatif des Français d'outre-mer

Guyane: Un chèque en bois d'un milliard d'euros annoncé par le gouvernement

Le gouvernement annonce une enveloppe d'un milliard d'euros pour la Guyane pour la sécurité, l'économie, l'éducation, la santé, l'agriculture et la pêche notamment.

Selon Patrick Karam: "Les revendications des manifestants représentent des années de frustration: 600 pages de revendications, 800 mesures attendues. On est loin du compte puisque ces mesures en demi-teinte sont des chèques en bois laissés au bon vouloir des successeurs.

D'abord, lorsque sont retranchés les 300 millions du Pacte d'avenir déjà actés depuis plusieurs mois, c'est en réalité 700 millions d'euros de mesures qui sont annoncées. Avec des manques criants: rien par exemple sur la cité judiciaire, maintes fois annoncées depuis 2005 jamais réalisée, rien sur le contrôle des fleuves 24h/24, rien sur l'obligatoire accélération des procédures d'extradition, ou encore rien n'est prévu pour le développement endogène dans l'environnement régional qui est pourtant nécessaire si on veut développer la Guyane sur le long terme.

Mais plus grave, il n'y a aucune garantie que les engagements du gouvernement en fin de mandat soient tenus. **Il s'agit de chèques en bois qui arrivent trop tard dans le mandat pour être mis en oeuvre par l'actuelle majorité qui ne sera plus en situation pour tenir ses promesses.** Ils ont été fait pour apaiser la crise que le gouvernement a contribué à alimenter en refusant obstinément pendant plusieurs mois d'entendre les signaux d'alerte des parlementaires socialistes de sa propre majorité. Il a fallu que la rue s'en empare pour que cela devienne une priorité et que des ministres soient envoyés en urgence.

Il est regrettable de gérer l'outre-Mer à coup d'urgence et un prochain président de la République avec sa nouvelle majorité devra reprendre les négociations et construire un vrai avenir pour la Guyane et l'ensemble des outre-mer s'il veut éviter des crises à répétitions. Les immenses richesses de la mer qu'ouvrent à la France les Outre-mer devront être exploitées.

Le bilan des tergiversations du gouvernement est lourd : un territoire sous pression et paralysé pendant des dizaines de jours, des entreprises au ralenti, des enfants non scolarisés, une population rationnée, une décrédibilisation du pouvoir central, l'idée que la rue peut plus que les élus délégitimés, une intransigeance dans les négociations qui obligeront le gouvernement à payer un coût plus lourd et un précédent scruté par d'autres territoires ultramarins délaissés par la République.